

Cible

Habits neufs

Voilà. C'est chose faite. Depuis longtemps nous savions qu'il fallait changer. Depuis des mois, les critiques convergentes se multipliaient. Notre journal était triste comme un faire-part de deuil et les articles compacts et trop longs. Après tant d'années de bons et loyaux services, notre maquette avait besoin d'être renouvelée.

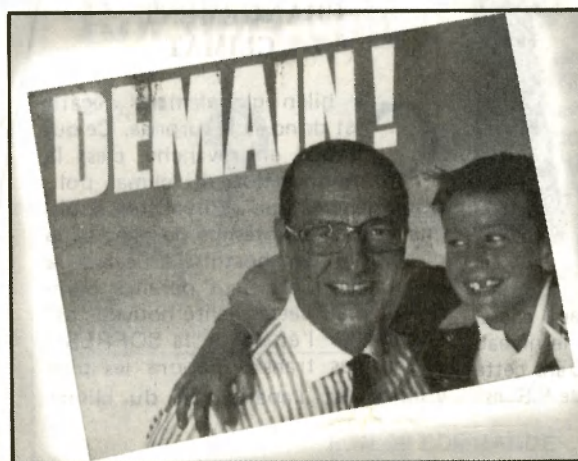
D'où notre décision au début de l'été, et le résultat que voici. De la couleur, ce qui répond à une vieille revendication de nos lecteurs, une présentation plus aérée, un effort de concision qui, loin de nuire au «fond», le rendra plus accessible.

Car notre projet demeure inchangé. A l'encontre de nombreuses publications qui réduisent leurs pages politiques, nous entendons rester fidèles à notre vocation : poser, autant que faire se peut, les véritables questions politiques, dire le sens de notre projet royaliste, maintenir le débat avec toutes les familles de pensée et, partant, donner un autre éclairage aux événements.

Tel est l'engagement que nous avons pris, voici quinze ans, à l'égard de nous-mêmes et de nos lecteurs. Leur attachement, sans lequel nous ne pourrions vivre, indique que nous l'avons respecté. A eux de dire maintenant si nous réussissons à faire mieux encore.

DROITE - GAUCHE

La rentrée des décalés



Dossier

**La constitution
à
l'épreuve**

(page 6)

Greenpeace

**Entretien
avec le
général Gallois**

(page 3)

CLIMAT

Un sondage révélateur

On y trouve d'abord nombre de confirmations, négatives pour la majorité actuelle. L'image du gouvernement est négative (trop faible compétence,

Les sondages sont tellement nombreux qu'on est tenté de ne plus leur accorder qu'une attention distraite. Apparemment, rien ne bouge sur le terrain politique... Pourtant, le sondage que la SOFRES a publié pendant l'été (1) mérite qu'on s'y arrête.

en perte de vitesse, on admire que les socialistes puissent offrir en prime le spectacle de leurs querelles intestines» commente Jérôme Jaffré qui ajoute : «Les socialistes chercheraient à transformer une défaite, qu'ils ont eux-mêmes chiffrée, en déroute qu'ils ne s'y prendraient pas autrement». Enfin, le président de la République reste impopulaire, la raison principale étant que François Mitterrand est jugé «infidèle à ce qu'il avait promis». Cependant, contrairement à 1983, on ne trouve plus une majorité de Français pour demander son départ en cas de victoire de la droite, et le Premier ministre continue de bénéficier d'une popularité élevée.

psychologique» dit Jérôme Jaffré, et le moindre pessimisme. La fin de la guerre scolaire a été un des éléments déterminants de cette évolution. En outre, le bilan général de la gauche est jugé moins négatif qu'il y a un an, et l'écart entre les deux camps s'est nettement réduit.

Curieusement, ces résultats ne semblent pas avoir frappé les stratégies des partis en présence. La droite tient sa victoire pour acquise, et la gauche sa défaite pour certaine, comme si l'opinion ne pouvait pas changer, comme si les élections ne

pouvaient pas donner un match nul. Bien sûr, si le Parti socialiste conserve cette attitude de perdant, il provoque ce à quoi il s'attend selon le phénomène de la prophétie autoréalisatrice. Bien sûr, si le P.S. continue de donner l'image d'un parti replié sur lui-même, et tout occupé de ses divisions internes, il obtiendra encore moins que ce qu'il a annoncé. Le Parti socialiste est une chose. Mais ni le président de la République ni le Premier ministre n'ont vraisemblablement dit leur dernier mot.

B.L.R.

(1) Publié dans «Le Monde», 6 août 1985.



improvisation), celle du Parti socialiste est pire que jamais et le niveau électoral est au plus bas. «Dans cette gauche ultra-minoritaire où le P.S. est

CHANGEMENT DE CLIMAT

Ce bilan globalement négatif est donc sans surprise. Ce qui frappe en revanche, c'est la modification du climat politique général que «Royaliste» soulignait dès le printemps dernier, et la diminution de l'hostilité à l'égard de la gauche. Cela peut paraître paradoxal, mais cette réalité nouvelle est établie par l'étude de la SOFRES : «l'une des transformations les plus visibles est l'apaisement du climat

Quelques chiffres significatifs

L'image du gouvernement
53% des Français considèrent que l'équipe gouvernementale est peu compétente
42% qu'elle est usée
65% qu'elle explique mal sa politique
61% qu'elle agit au jour le jour
L'image du Parti socialiste
1981 - 64% de bonnes opinions et 26% de mauvaises

1982 - 54% de bonnes opinions
1983 - 46% de bonnes opinions et 43% de mauvaises
1984 - 42% de bonnes opinions et 48% de mauvaises.
Les «déçus du socialisme»
Dans la population globale le % passe de 64% en septembre 84 à 56% en avril 1985. Parmi les électeurs de F. Mitterrand il passe de 47% à 35%.

royaliste

Sommaire : p. 2 Climat - p. 3 Greenpeace - p. 4 Cultures régionales - p. 5 Afrique du Sud - pp. 6-7 Dossier sur la Constitution - p. 8 Lire - p. 9 Idées - p. 10 Images: «Goulag» - Lire: Aventures - p. 11 Action: notre presse, le nouveau livre de B. Renouvin - p. 12 Editorial.

RÉDACTION - ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Tel.: (1)42.97.42.57
Directeur de la pub.: Yvan AUMONT
Comm.parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

GREENPEACE

Entretien avec le général Gallois

Royaliste : l'affaire Greenpeace a remis les essais nucléaires français sous le feu de l'actualité. Pour quelles raisons notre pays se retrouve-t-il aujourd'hui au banc des accusés ?

Gl. Pierre-Marie Gallois : Il faut vous dire que depuis longtemps (depuis 1970-71) des campagnes sont menées contre nous. En particulier comme disait le général de Gaulle par les «Anglo-Saxons» - et aussi probablement par les Soviétiques qui sont là des alliés objectifs - car le fait que la France accède au rang des puissances nucléaire a incommodé considérablement Anglais, Américains et Soviétiques. Ceux-ci admettent mal en effet qu'une puissance moyenne qui fut défaite en 1940, et qui plus est une puissance latine, c'est-à-dire dans l'esprit «anglo-saxon», sur laquelle on ne peut pas toujours compter d'une manière très sérieuse, soit une puissance nucléaire. Ce soupçon est sans fondement, mais il se trouve que nous avons cette réputation.

Un second facteur a joué en notre défaveur dès que nous avons dû cesser les expérimentations dans le Sahara et qu'il a fallu aller s'installer dans le Pacifique : les pays riverains, bien qu'ils fussent à 5 ou 6000 km de distance ont commencé à élever des protestations contre une prétendue pollution atmosphérique. C'était oublier que les Anglais, les Américains, les Soviétiques et les Chinois avaient fait (et continuent encore aujourd'hui) des essais nucléaires dans le Pacifique, zone choisie non seulement parce qu'elle est très vaste mais aussi parce que sa densité de population au km² est extrêmement faible.

«personne en France ne sait à quel niveau se situent les responsabilités»

Royaliste : On peut donc dire que derrière Greenpeace se cachent les grandes-puissances ?

P.-M. Gallois : Derrière Greenpeace agissent tous les adversaires de la France (y compris les églises protestantes qui dans cette région du Pacifique jouent un grand rôle et ne sont pas fâchées de jouer un mauvais tour à un pays latin) qui n'ont

Véritable feuilleton de l'été aux multiples rebondissements, l'affaire du Rainbow Warrior n'a pas fini de faire couler de l'encre. Au-delà de l'événement, dont on ne saura vraisemblablement jamais le fin mot, il nous a paru intéressant d'interroger le général Gallois. Du long entretien qu'il a bien voulu nous accorder nous publions cette semaine sa réflexion sur les causes profondes des campagnes menées, comme celle de Greenpeace, contre les essais nucléaires français. Dans un prochain numéro il développera ce que devrait être une véritable politique française dans le Pacifique.



des accusés. Quelle est l'organisation écologiste qui possède en propre des moyens semblables ? Aucune. Il faut vraiment que des grandes puissances soient derrière et payent. Payent très cher même. Pourquoi Greenpeace ne proteste-t-elle pas contre les essais américains, soviétiques ou chinois dans le Pacifique ?

Royaliste : Sans préjuger des responsabilités réelles qui seront peut-être dégagées des enquêtes en cours, quelles sont les raisons qui auraient pu amener les services secrets français à réagir ?

P.-M. Gallois : C'est l'ampleur des démarches envisagées par Greenpeace



(déplacement d'un nombre relativement grand de bateaux vers l'atoll de Mururoa, convocation de journalistes, de photographes et de caméramen, mobilisation des populations... le tout destiné à montrer au monde entier les protestations unanimes des riverains contre nos essais nucléaires) encouragées par notre attitude en Nouvelle Calédonie qui a décidé les services secrets français d'une manière un peu incohérente semble-t-il, à une violente réaction. Mais personne en France (du moins chez le commun des mortels) ne sait à quel niveau se situent les responsabilités. Ce qui est certain, c'est que les agents français ont été mêlés à l'opération, qu'ils se sont tellement bien débrouillés qu'ils se sont fait prendre et que maintenant le monde entier sait que les Français ont, pour les uns, accompli une mission de surveillance en territoire néozélandais et, pour les autres, ont violé la souveraineté de ce pays en y commettant un attentat.

L'inquiétude des dirigeants du centre d'essais était légitime et d'autant plus légitime que les Français avaient fait toutes les gaffes possibles en Nouvelle-Calédonie. Qu'ensuite, il était légitime d'essayer de faire quelque chose contre mais que ce qui a été fait semble être la pire des solutions. Si c'est nous qui l'avons fait...

propos recueillis
par Patrice Le Roué

BRÈVES

GILBERT COMTE

Avec la nomination, sur proposition de Louis Mermaz, de Gilbert Comte, c'est un homme qui a souvent affirmé ses sympathies royalistes qui entre à la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle. Après avoir écrit dans la presse royaliste et en particulier à « La Nation Française » de Pierre Boutang dans les années soixante, Gilbert Comte était devenu depuis plusieurs années un collaborateur régulier du « Monde ».

VACLAV HAVEL

Comme tous les ans, l'anniversaire de l'intervention des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie le 20 août a été commémoré par la publication d'un texte critique émanant de « la charte 77 » principale organisation de défense des droits de l'homme. Comme tous les ans, les autorités communistes ont tenté d'empêcher la publication de ce texte. Cette année c'est particulièrement Vaclav Havel qui a été visé et qui a été arrêté à deux reprises au mois d'août. L'écrivain Vaclav Havel, qui est un des principaux animateurs de « la charte 77 », nous avait fait parvenir l'an dernier un remarquable texte sur « la politique et la conscience dans le numéro 9 de notre revue « Cité ».

PHILIPPE ROUSSEL

Âgé de 56 ans, Philippe Roussel est mort au mois de juillet. Sa disparition prématurée a particulièrement peiné les plus anciens de la N.A.R. qui se souviennent du rôle important qu'il avait joué à la naissance de notre mouvement. Historien des guerres de l'Ouest, il avait, sur ce sujet, publié « la croisade vendéenne » et « De Cadoudal à Frotté », deux ouvrages attachants, malheureusement épuisés depuis longtemps.

Cultures régionales War ' Raok evit ar Brezhoneg !

(En avant pour la langue bretonne !)

Le ministre de la Culture, Jack Lang, indiquait le 3 août, au festival interceltique de Lorient, qu'un Conseil National des Langues et Cultures de France serait créé. Folklore de période estivale et poudre aux yeux ? Ou, au contraire, mesure concrète qui montrerait que quelque chose bouge dans la République « une et indivisible » ?

Déjà le 14 mars 1981, dans la même ville de Lorient, l'actuel chef de l'Etat déclarait : « C'est blesser un peuple au plus profond de lui-même que de l'atteindre dans sa culture et sa langue. Nous proclamons le droit à la différence ». Des royalistes, dont le « régionalisme » a toujours été partie intégrante de la tradition politique, ne peuvent que sourire et se féliciter d'une telle évolution. En effet, on pouvait lire entre autre, dans une déclaration du Comité de Salut Public du 8 Pluviose (An II de la République) : « ... le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton; l'émigration et la haine de la République parlent allemand; la contre-révolution parle l'italien, et le fanatisme parle le basque. Cassons ces instruments de dommage et d'er-

reur. » De fait, ils faillirent bien l'être, mais l'erreur n'était pas là où l'on pensait.

UNE LENTE EVOLUTION

Peu à peu, les choses évoluèrent dans les mentalités et sur le terrain. Déjà en 1976, René Haby, ministre de l'Education nationale, faisait accéder les langues régionales au rang d'épreuve facultative du baccalauréat. Si le mouvement est indépendant de la majorité politique, l'arrivée au pouvoir de F. Mitterrand a tout de même accéléré l'évolution qui se dessinait. Le rapport d'Henri Giordan, maître de recherche au CNRS, établi à la demande (exprimée en 1981) du ministre de la Culture, et la circulaire, même ti-

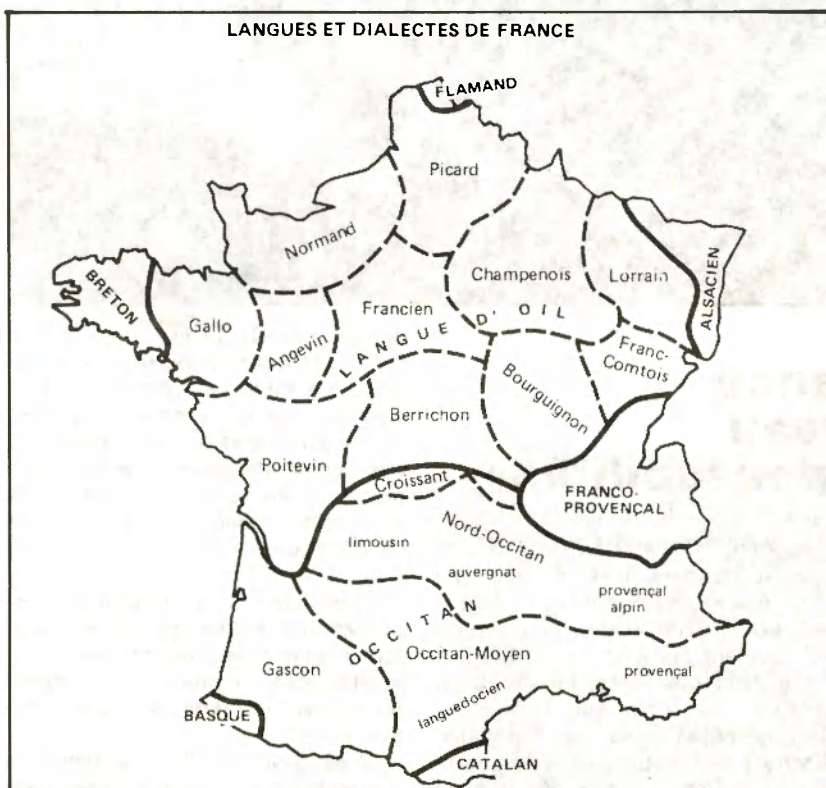
mide, rédigée en juin 1982 par Alain Savary marquent cette évolution. Certes, la situation n'est pas la même partout. Si l'alsacien et, dans une certaine mesure, le basque se portent bien car ils n'ont cessé d'être parlés dans les familles restées « au pays », il n'en est pas de même du breton ou de l'occitan. Là, il y a eu une coupure et la langue n'est souvent parlée que par des ruraux le plus souvent âgés ou, à l'opposé, par des jeunes intellectuels ou militants régionalistes. Cependant, l'enseignement, qui croît petit à petit, des langues régionales dans les établissements publics ou privés prend parfois le relai, même artificiellement, d'une tradition perdue (1).

UNE NOUVELLE POLITIQUE LINGUISTIQUE

On pouvait lire, dans le rapport Giordan : « le danger majeur que court toute culture est le repliement sur soi... » A cet égard le Conseil National des Langues et Cultures de France aura peut-être un rôle positif. Par ailleurs, le refus de l'Education Nationale de créer, pour les langues régionales, de véritables cursus universitaires constituait, jusqu'à présent, un point de crispation. Celui-ci devrait s'estomper puisque le Conseil des ministres du 7 août annonçait, outre la création du C.L.C.F., la mise en place d'un CAPES de breton. Cette mesure ne doit constituer qu'un premier pas.

Il est en effet urgent de mettre en place, dans les faits, une politique de la francophonie qui ne puisse être soupçonnée de mépriser les autres langues de ce pays. Pour défendre le français sur le plan international, la France se doit de donner l'exemple à l'intérieur de ses frontières.

Alain SOLARI



(1) Citons l'exemple de Skol Ober, créée en 1932 par une militante bretonne avec quelques dizaines d'élèves et qui en compte plusieurs milliers maintenant. Les chiffres officiels donnent pour 1980-81 (1er et 2ème cycle) plus de 16000 étudiants en langues régionales pour la France métropolitaine : 9800 occitans, 2900 bretons, 1400 basques, 1300 catalans, 800 corses.

AFRIQUE DU SUD

Qui vise qui ?

Imaginons un sondage : «Pourquoi la situation en Afrique du Sud est-elle importante ?

- Première réponse : parce que c'est un bastion du monde libre, principal producteur de minéraux stratégiques, point de passage obligé des gros pétroliers, qui ne doit pas tomber aux mains des soviétiques. Olivier Tambo, président de l'A.N.C. (1), en exil dans la capitale zambienne, ne semble pourtant pas près de menacer cette situation. L'A.N.C. cherche visiblement à récupérer un mouvement qui le dépasse - ce qui ne veut pas dire que l'U.R.S.S. ne puisse à terme en profiter - mais faire intervenir ce facteur aujourd'hui serait s'aveugler sur la réalité.



- Seconde réponse : parce que le projet d'une société multiraciale nous interpelle. L'U.D.F. (2) du pasteur Boesak qui associe des blancs à la lutte antiapartheid rappelle les mouvements de solidarité pour nourrir l'Afrique ou «S.O.S.-Racisme», mais la comparaison vaut surtout en Amérique : la coalition «Arc-en-ciel» du révérend Jackson lors des dernières élections (3) refait surface. Les répercussions de la crise sud-africaine menacent les Etats-Unis d'abord intérieurement. Les ghettos noirs n'y ont pas changé depuis les émeutes des années 70.

Violences et émeutes dans les ghettos noirs, couvre-feu à Soweto, état d'urgence sur une partie du pays, boycott des commerces blancs, menace de grève générale des mineurs : l'été semble chaud en Afrique du Sud, à cette réserve près que, dans l'hémisphère sud c'est la fin de l'hiver.



- Troisième réponse : parce que les protagonistes sont chrétiens. L'évêque Tutu, prix Nobel de la Paix, semblable à Lech Walesa ou Martin Luther King, faisant reculer le pouvoir injuste par une action morale, pacifique. C'est ignorer que l'Afrique est aussi un continent violent : Congo, Angola et Ouganda nous le rappellent. Le chef zoulou Buthelezi s'en inquiète : «il y a eu plus de noirs tués par des noirs que par les blancs» (4). La nation zouloue, le quart des noirs, la plus cohérente, la plus dynamique, serait la première bénéficiaire de l'intégration politique. Buthelezi le sait qui a refusé l'indépendance du Zouloulou. Son mouvement Inkhata Panzoulou, fait échapper la province de Durban à l'emprise de l'U.D.F. mais n'a pu empêcher une vague d'émeutes antiindiennes, seconde ethnologie du Natal.

L'ombre du grand Chaka (5) plane toujours et effraie les voisins au moment même où, paradoxe de plus de

la négritude, Buthelezi est accusé de modération.

- Quatrième réponse : parce que c'est le test de la capacité d'une société «libérale» à se réformer sans révolution (6). Or il ne s'agit pas de savoir si on croit au réformisme mais si on dispose des moyens de l'imposer. La politique d'engagement constructif du secrétaire d'Etat américain Chester Crocker connaît le même insuccès qu'en Namibie sept ans après l'adoption du plan de règlement par les Nations-Unies. La population européenne sûre d'elle-même conserve un parfait sang-froid, vigilante à l'égard d'un éventuel terrorisme - d'ailleurs improbable -, prête à l'autarcie économique. La menace de la grève des mineurs ne la trouble même pas : les pays noirs voisins, dont est originaire la main-d'œuvre, sont trop dépendants de l'activité des mines. Dans ces conditions, quel système représentatif «censitaire» pourrait décider entre réformes ou révolution ?

- Cinquième réponse : à cause de notre position en Afrique et pour les Droits de l'Homme. On peut choisir d'avoir un programme noir, mais alors, il faut le faire sérieusement ou pas du tout, et pas seulement en se plaçant sur un plan humanitaire. La diplomatie française a remporté une victoire inattendue aux Nations-Unies cet été, car elle a pris des risques. Agissant seule, avec célérité, prenant chacun à contre-pied, révélant des qualités manœuvrières, elle a renforcé sa crédibilité sur l'Afrique, mis les grands dans la situation d'avoir à nous suivre (le vote du Congrès reprend les termes de notre résolution) et obtenu des petits qu'ils renoncent à une motion plus dure. Ce succès nous engage. Nous n'avons pas à jouer les bons sentiments comme l'Amérique qui ne dénonce l'apartheid aussi vigoureusement que parce qu'elle ne peut le combattre qu'en paroles ou par des gestes symboliques.

Une voie s'ouvre à nous. C'est celle d'un pragmatisme strict sans illusion mais aussi sans rémission.

Yves LA MARCK

(1) African National Congress, l'un des principaux mouvements d'opposition des noirs.

(2) United Democratic Front, principal mouvement légal, contre l'apartheid.

(3) Voir «Jesse Jackson», «Royaliste» 405 du 23 mai 1984.

(4) Dans une déclaration faite à Jérusalem où il se trouvait à la mi-août. En choisissant de se rendre en Israël, le premier ministre du Zouloulou a créé un fait diplomatique dans ce pays qui passe pour l'allié naturel de Pretoria.

(5) Célèbre chef du début du 19^{ème} siècle qui unifia les Zoulous et créa une armée de près de 50.000 hommes.

(6) Thierry de Montbrial : «La revanche de l'histoire», Ed. Julliard.

Sur l'Afrique
du Sud

Voir aussi les articles déjà parus dans «Royaliste» :
- J. Blangy, «Automne austral», «Royaliste» 313 du 3 avril 1980,
- Michel Fontaurelle, «Afrique du Sud : le pari impossible», «Royaliste» 324 du 30 octobre 1980.

La constitution à l'épreuve

Le fait mérite une nouvelle fois d'être souligné, bien qu'il soit devenu, au fil du temps, une vérité d'évidence : la Constitution de la Vème République est la première, depuis la Révolution française, qui bénéficie d'une adhésion quasi-unanime. L'élection de François Mitterrand n'a fait que renforcer ce sentiment, et permis de vérifier la solidité de l'édifice institutionnel.

O r voici que tout semble remis en question. Le thème lancinant de la cohabitation, les rumeurs sur une réduction de la durée du mandat présidentiel, l'affaire toute récente de l'article 10 de la Constitution (voir ci-contre) montre que la lutte politique se porte sur un terrain jusque là préservé, au risque de détruire un des acquis les plus importants de l'œuvre du général de Gaulle, dont nous avons souvent souligné l'inspiration monarchique. La menace est d'autant plus grave que l'ébranlement, parti de deux points opposés, semble produire une onde de choc convergente, donc d'autant plus destructrice. Une partie de la gauche - rocardienne notamment - dénonce avec véhémence le choix du scrutin proportionnel fait au printemps dernier par le Président, tandis que des voix autorisées (celle de Lionel Jospin, celle de Jean-Pierre Chevènement) envisagent ouvertement une transformation de notre système politique. De son côté, la droite, sous couvert de la défense de l'héritage gaullien, envisage publiquement la crise institutionnelle ou s'y prépare de façon hypocrite. A l'aube de la bataille électorale, il importe de mesurer ces risques.

LE «PILIER» ELECTORAL

D ans un récent numéro de l'excellente revue *Intervention* (1) Jacques Julliard dénonce l'adoption de la représentation proportionnelle, qu'il estime contraire à l'esprit de nos institutions, et catastrophique pour leur fonctionnement. Selon lui, l'élection du Président de la République au suffrage universel et le scrutin majoritaire sont les deux fondements essentiels de notre système politique. Ce dernier disparu, Jacques Julliard croit pouvoir annoncer une modification profonde de la pratique insti-

tutionnelle : la proportionnelle réintroduirait «une logique parlementaire dans un système institutionnel qui est, lui, d'essence présidentielle» et annoncerait un possible «retour à la IVème République». Point de polémique dans ce pronostic, qui est fondé sur un argument essentiel, qui est de dissoudre l'Assemblée, puisque celle-ci, par l'effet de la proportionnelle, serait réélue avec une composition identique.

La thèse de Jacques Julliard se heurte à des objections de droit et de fait. D'une part, il est inexact de dire que la Vème République est «d'essence présidentielle», et de lui opposer une logique parlementaire qu'elle aurait écartée. La Constitution a fondé un régime mixte, d'où la logique parlementaire n'est pas exclue puisque le gouvernement est responsable devant l'Assemblée nationale, et qui ne saurait être considérée comme «présidentielle» puisqu'il n'y a pas, à la différence des Etats-Unis, de séparation des pouvoirs. Le mode de scrutin proportionnel ne change rien à l'agencement original des pouvoirs dans notre pays : il ne crée pas une logique nouvelle ne transforme pas le rôle dévolu à la représentation nationale, mais modifie seulement, de façon conjoncturelle, son mode de désignation. L'éventualité d'un retour à la IVème République paraît dans ces conditions peu fondée : la faiblesse de notre précédent système ne tenait pas au mode d'élection, mais à l'absence d'un exécutif disposant des moyens de la stabilité, de l'indépendance, et de la continuité. Nous avons depuis 1958, et surtout depuis 1962, ce pouvoir exécutif bénéficiant de l'autorité nécessaire, que le scrutin proportionnel ne remet pas en cause, et qui ne pourrait être détruit que par une réforme radicale de la Constitution.

Reste l'argument politique, qui prévoit une désuétude immédiate du

droit de dissolution. Deux remarques sur ce point. D'une part, l'argument ne vaut pas contre la proportionnelle : il rappelle le risque, vieux comme Mac-Mahon, qui est inhérent à l'exercice du droit de dissolution; l'épée de Damoclès qui menace l'Assemblée risque en effet, quel que soit le mode de scrutin, de frapper le chef de l'Etat qui n'est jamais assuré que le pays lui donnera raison.

Comme en 1887, François Mitterrand aurait très sérieusement risqué, face à une Assemblée de droite élue au scrutin majoritaire, de recevoir après son renvoi devant les électeurs, un nouveau et décisif démenti. D'autre part, dissolution ou non, on ne voit pas le gain, en terme de pouvoirs et de marge de manœuvre, que le Président de la République retirerait de son face à face avec une majorité parlementaire hostile, élue comme précédemment. La thèse de Jacques Julliard pêche donc pas mécanisme ex-



cessif, qui entraîne à négliger les capacités d'action et de réaction du Président de la République. La proportionnelle, loin de les annihiler, permet, dans une certaine mesure, de les accroître.

COMMENT COHABITER ?

Pour l'opposition actuelle, la cause est entendue : elle sera massivement majoritaire au printemps de 1986 et aura de nouveau en charge les affaires du pays. Dès lors, le débat se résoud à un problème tactique, du moins en apparence : faut-il contraindre le chef de l'Etat à la démission immédiate, comme le veut Raymond Barre, ou l'obliger à se soumettre totalement à la volonté de l'Assemblée et du nouveau gouvernement qu'il sera obligé de désigner ?

Ainsi posé, le débat demeure très abstrait. Bien sûr, il n'est pas question d'écarter l'hypothèse d'une victoire totale de la droite, qui s'ingénierait à rendre la vie impossible au Président de la République. Mais même dans ce cas, les choses se passeraient moins simplement qu'on ne le suppose. D'abord, il ne faut pas oublier que le chef de l'Etat, élu au suffrage universel, dispose de sa légitimité propre, sans doute partielle et contestée, mais beaucoup plus large et plus forte que celle des députés. A cela, les Français sont attachés et une contestation radicale de l'autorité du Président de la République ne serait pas nécessairement acceptée. Ajoutons que le président

dispose d'un domaine propre, qu'il est le recours et le garant des institutions, et l'arbitre requis pour leur fonctionnement. Ses pouvoirs politiques et techniques sont très étendus, qu'il s'agisse de la diplomatie et de la défense, de la signature des décrets, de son rôle dans l'activité législative (il peut demander une seconde délibération des lois, il peut saisir le Conseil constitutionnel) sans oublier le référendum et le droit de dissolution qui continueront de faire peser une double menace, sinon sur l'Assemblée, du moins sur un gouvernement « oppositionnel ». Tout cela sans négliger le recours possible à l'article 16.

Enfin, même en face d'une majorité parlementaire hostile, le chef de l'Etat dispose d'une marge de manœuvre appréciable : c'est lui qui nomme le Premier ministre et il peut choisir, comme chef de gouvernement, un technicien ou un homme politique de compromis, autour de qui pourraient se rassembler une majorité dépassant les limites partisans. Sans doute le climat demeurerait-il conflictuel, sans doute la crise de régime serait une menace permanente, mais il y a plus de chances de l'éviter que sous la IVème République. Répétons-le, nous ne sommes plus en régime d'Assemblée, et les empiètements éventuels des députés sont li-

mités par nombre de garde-fous constitutionnels.

Le scénario le plus négatif ayant été examiné, il ne faut pas négliger une seconde hypothèse, qui verrait l'élection d'une Assemblée sans majorité nette, ou la victoire d'une opposition divisée. En ce cas, comme le montre Jacques Cadart dans un remarquable article sur la « monarchie parlementaire républicaine et la représentation proportionnelle » (2) le Président de la République verrait son pouvoir augmenté, face à un gouvernement diminué malgré la mission étendue que la Constitution lui assigne. « Le Président inamovible, protégé par la durée de son mandat, et juridiquement irresponsable, verrait aussi venir à lui des compétences gouvernementales qu'il ne possède pas en droit. Il pourrait être condamné à l'immobilisme mais il serait de toute manière moins paralysé que le Gouvernement. Il se libérerait d'autant plus de cette paralysie que la représentation proportionnelle rabaisse tous les leaders des partis donc aucun ne pourrait plus sérieusement rivaliser avec lui. Il pourrait peut-être s'appuyer plus facilement sur les forces centristes qui le soutiendraient et qui seraient ainsi sensiblement renforcées et même au-delà de leurs forces mathématiques. Il continuerait de toute manière à jouer un rôle essentiel en

politique étrangère notamment en matière de défense ».

LE FONDS DU PROBLEME

Le printemps de 1986 et les deux années qui suivront peuvent donc réserver maintes surprises à l'opposition. Ce n'est pas faire preuve d'optimisme naïf, encore moins d'esprit partisan. Il y a seulement lieu d'envisager plusieurs hypothèses sans négliger, comme on le fait trop souvent, l'autorité et les pouvoirs que la Constitution donne au Président de la République, mais sans écarter non plus le risque d'une crise majeure qui détruirait notre édifice institutionnel. Ce risque ne tient ni au mode de scrutin, ni seulement à la conjoncture politique. Il est au cœur de notre loi fondamentale depuis 1958 et tient au fait que la légitimité présidentielle est et sera toujours contestée. L'élu d'une moitié de la nation contre l'autre ne peut être l'arbitre reconnu par tous, le recours permanent que chaque système institutionnel exige. C'est ce paradoxe qu'il faut résoudre, mais il ne saurait l'être sur les décombres de ce qui est déjà acquis.

Sylvie FERNOY

- (1) « Intervention » numéro 12, avril 1985.
(2) « Pouvoirs » numéro 32, 1985.

La bataille de l'article dix

La bataille politique permet à tout un chacun de réviser son droit constitutionnel, ou de l'apprendre. Tout le monde connaît l'article 16, l'article 20 sur le rôle du gouvernement, et a au moins entendu parler de l'alinéa 3 de l'article 45 sur le vote des textes de loi. Mais l'article 10 était demeuré méconnu, sauf des spécialistes. Le voici qui accède à la notoriété grâce à la saisine du Conseil constitutionnel par les chefs de l'opposition - Raymond Barre excepté.

De quoi s'agit-il ? L'article 10, dans son alinéa 2 dispose que le président de la République « peut (...) demander au Parlement une nouvelle délibération de la loi ou de certains de ses articles ». C'est sur ce texte que le président de la République s'est appuyé pour demander au Parlement une nouvelle lecture des dispositions de la loi sur la Nouvelle-Calédonie précédemment annulés par le Conseil Constitutionnel. MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Poher en tête, l'opposition estimait cette procédure anticonstitutionnelle et demandait une nouvelle délibération sur l'ensemble du texte. Le Conseil constitutionnel lui a donné tort, dans sa décision du 23 août. Non seulement il juge que le président était fondé à utiliser l'article 10, mais il adresse une mise en garde

sévère à ceux qui « voudraient gêner ou retarder l'exercice du pouvoir législatif ».

L'affaire peut paraître mineure et purement technique. Elle illustre en fait la stratégie de l'opposition qui cherche par tous les moyens à réduire les prérogatives présidentielles. Encore une fois, l'opposition sacrifie à ses intérêts tactiques immédiats l'esprit et la lettre de la Constitution, dont elle se dit par ailleurs la fidèle gardienne. A tout prix elle veut, avant même d'avoir obtenu la victoire, détruire un équilibre constitutionnel qui a fait ses preuves. Par là, elle se montre aussi irresponsable que la gauche dans les années soixante-dix. A entendre la droite, le meilleur des régimes serait celui de l'Assemblée souveraine, comme au bon vieux

temps de la IVème République. Et l'on partage l'ahurissement du député RPR Pierre Bas, lorsqu'il entend Jacques Toubon, secrétaire général du même parti, déclarer que « le gouvernement, dès 1986, retrouvera l'exercice de ses pouvoirs constitutionnels qui s'étaient effacés der-



rière l'omnipotence du Président de la République en tant que chef de la majorité » (1). Voici le temps des apprentis sorciers.

S.F.

- (1) Cf. « La Croix », 18.8.85.



Années noires

Vichy

ou l'imaginaire du totalitarisme

On a coutume de considérer la «révolution nationale» de 1940-1944 comme une parenthèse détestable de notre histoire, que la Libération eût tôt fait d'effacer : de Gaulle ne refusa-t-il pas de proclamer la République, considérant qu'elle n'avait cessé d'exister ?

Si la réaction se comprend, du point de vue politique, si le refoulement fut longtemps nécessaire à l'apaisement de la conscience collective, il n'en demeure pas moins que des questions demeurent, gênantes et souvent mal traitées. Nul doute en effet que Vichy bénéficia au début d'un large consensus, qu'on aurait tort d'expliquer par un lâche soulagement ou par une aberration passagère. Nul doute aussi que l'«Etat français» se présente comme un étrange composé de militaires réactionnaires et de jeunes technocrates, qui combinent Maurras, Mounier et des thèmes socialistes dans une «révolution nationale» apparemment paradoxale dans les termes.

L'essentiel échappe si l'on s'en tient au constat de cette confusion. A l'encontre des idées reçues, et finalement rassurantes, Yves Chalas montre que Vichy recèle, dans sa doctrine et dans ses actes, une cohérence profonde, que sa «révolution» est la conséquence de l'état de la société moderne, et non pas seulement le résultat de la défaite militaire. Si le vieux maréchal bénéficia d'une réelle adhésion populaire, si la «révolution nationale» entraîna des hommes de droite et de gauche, de l'Action française au Parti communiste, c'est que l'«Etat français» répondait à des aspirations profondes : celle d'une totalité, face à la désintégration moderne, celle d'un sens à la vie, dans une société dépourvue de finalité, celle de «valeurs» dans un monde qui ne les reconnaît plus. Et Pétain devient le chantre de ce retour aux vertus originelles, le prophète qui délivre des messages, le guide vénéré d'un peuple qui trouvera dans la souffrance le chemin du salut.

Dans sa mythologie, dans sa volonté de définir et d'imposer un «bien», dans sa conception «communautaire» qui caricature l'ancienne

Vichy ne fut ni un accident, ni une dictature ordinaire : les années noires de l'Occupation posent la question très actuelle de la fragilité de la démocratie.

société, Vichy participe du phénomène totalitaire qui est toujours, initialement, désir de retour aux origines, volonté de renaissance, souci éthique. On sait que, de là, découle la logique implacable de la terreur, le mal absolu.

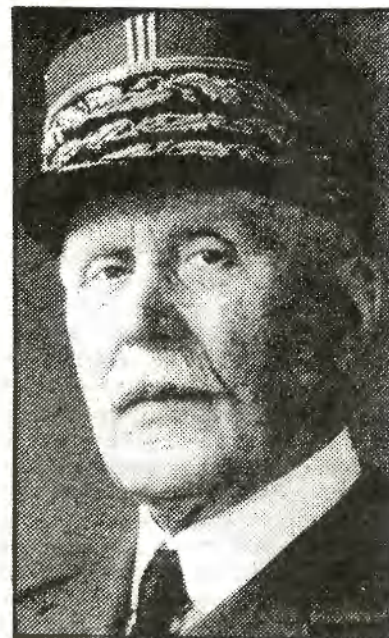
QUESTION ACTUELLE

Ce remarquable essai, nourri de références inhabituelles à Dumézil et à Jung, ne vaut pas seulement par la compréhension qu'il offre d'un phénomène passé. Toujours réduite à sa dimension économique, plus éclatée

que jamais, notre société connaît les mêmes manques et secrète les mêmes angoisses qu'il y a quarante-cinq ans. Ressurgissent la nostalgie d'une totalité mythique, le fantasme d'un «retour aux valeurs» qui s'expriment à nouveau dans le discours politique. Ce n'est pas le pétainisme qui revient, mais la menace totalitaire qui demeure, sans qu'aucune parade lui ait été jusqu'à présent trouvée.

B. LA RICHARDAIS

Yves Chalas -Vichy et l'imaginaire totalitaire- Préface de Pierre Sansot. Ed. Actes Sud, prix franco : 90 F.



Gaullisme

Actualité du Général

La personnalité et l'action du général de Gaulle continue de fasciner nos contemporains. L'abondance même des publications récentes consacrées au fondateur de la Vème République interdit d'en faire une recension exhaustive. Signalons cependant les mémoires de Raymond Triboulet qui intéresseront particulièrement les royalistes.

«UN GAULLISTE SOUS LA IVème»

Le livre de Raymond Triboulet (1) ne traite pas seulement du Gaullisme sous la IVème République comme son titre pourrait le faire penser, mais commence sous la IIIème. Ces mémoires sont d'un intérêt plus ou moins grand selon les chapitres. Les premiers pas en politique de l'au-

teur le conduisent à l'A.F. et... en prison, à la suite d'une manifestation lors de la fête de Jeanne d'Arc.

C'est pour Triboulet l'occasion de rendre hommage au comte de Paris qui eut alors «la sagesse de se démarquer du sectarisme de cette Action française». Il évoque ensuite les rapports du Prince avec le général de Gaulle qui, écrit-il, ne rejetait pas dans les années 60 «l'idée de la possible élection du comte de Paris à la Présidence», idée audacieuse, ajoute l'auteur que «le scepticisme épais de Georges Pompidou ne tardera pas à ruiner».

D'autres passages apportent un témoignage important sur ce que fut l'action de Triboulet, sous-préfet de Bayeux libéré, sur l'élection de René Coty en 1953 dont il fut l'un des acteurs et sur ses relations avec Guy Mollet qu'il contribua à rallier au général de Gaulle en Mai 1958.

A signaler également un prochain colloque (2) en Belgique : associé aux Cercles Universitaires d'études et de recherches gaulliennes, le Cercle d'études belge Charles de Gaulle organise à Namur les 19 et 20 octobre un colloque international consacré à la «permanence des idées constitutionnelles du général de Gaulle en France et dans le monde». De nombreux pays seront représentés (Espagne, Portugal, Grèce, Sénégal, Côte-d'Ivoire, etc.) et de nombreux universitaires et hommes politiques, Français et Belges notamment, présenteront des communications sur ce thème très actuel. Bertrand Renouvin prendra la parole au cours de ce colloque.

R.L.T.

(1) Raymon Triboulet -Un gaulliste sous la IVème- Ed. Plon, prix franco : 95 F.
(2) Renseignements et inscriptions au Cercle d'Etudes Charles de Gaulle, av. Nellie Melba 105, B 1070 Bruxelles.

Soljenitsyne : Novembre Seize



La Révolution soviétique a pesé d'un tel poids dans notre destin qu'on ne se lasse pas d'y revenir, comme d'ailleurs à notre 1789, toujours en quête de la mécanique des événements et de la volonté des hommes. L'immense labeur entrepris par Soljenitsyne nous y aide, sans doute mieux encore que les livres des historiens parce que le génie du romancier peut s'offrir le luxe d'abolir la distance nécessaire à l'objectivité. Nous sommes dedans, au centre des sentiments et des passions et coïncidons ainsi avec toutes les génératrices les plus diverses du mouvement. Encore faut-il préciser que cette magnifique subjectivité suppose une préalable objectivité, la minutieuse recherche de l'historien, la collecte des documents, l'information la plus étendue et même la plus contradictoire.

Ainsi l'auteur de *L'Archipel du Goulag* nous offre-t-il son *Guerre et Paix*, plus ambitieux encore si possible, mais totalement dépouillé de la niaiserie pacifiste tolstoïenne. Ce deuxième «nœud» qui fait suite à *Août Quatorze* couvre un temps pauvre en événements historiques de premier plan. Il a été choisi, précise Soljenitsyne «en tant que concentré de la lourde et accablante atmosphère» des mois qui précèdent la Révolution proprement dite. Celle-ci fera l'objet du troisième et dernier nœud. Plutôt que de faire un récit détaillé des événements, l'auteur s'est donc appliqué à peindre toute la société russe à la veille de la grande convulsion. Du front de guerre, infernal, aux cercles politiques de Pétersbourg, du monde paysan aux usines, des militants révolutionnaires aux membres de l'état-major militaire, de la douma à Nicolas II et à la Tsarine, le romancier nous mène à travers un récit sans faiblesse et plusieurs intrigues dans toutes les contrées d'un pays qui porte en lui-même sa fatalité.

Défense de la monarchie...

Parmi ses multiples personnages, un colonel qui se bat sur les premières lignes, Vorotyntser, semble servir à l'auteur sinon de porte-parole, du moins d'investigateur, jetant sur tout un regard perplexe, angoissé souvent, dominé par la pensée du péril imminent. Le temps du récit coïncide avec une permission du colonel qui en profite pour aller directement au centre de l'effervescence, là surtout où le cours des choses pourrait être éventuellement maîtrisé. Si passionné soit-il, il possède assez de largeur d'esprit pour comprendre ses interlocuteurs au risque même de sentir ses convictions d'officier fidèle au Tsar ébranlées. Mais une Aimée de Coigny ici appelée Oida Andozerskaïa veille au grain. Sa défense de la monarchie est impeccable, d'une rationalité sans failles. Elle a l'intuition qu'hors du loyalisme au Tsar, la Russie est promise à sa perte, malgré les brillants sujets du parti des cadets dont la fougue fait paraître terne et désuète cette monarchie si mal illustrée par Nicolas II : «Leur expérience n'a rien de constructif, ils ne savent que bouillonner dans l'opposition; que demain on leur donne le pouvoir, ils seront bien incapables de diriger le pays. Et sans le Tsar, ils ne s'y maintiendront même pas».

Lucidité profonde de cette Mlle Monk : «La Russie a emboîté le pas aux démons. Et même littéralement, puisque c'est quelques jours après la mort de Dostoïevski qu'on a tué le tsar libérateur. Elle a pris le tournant massivement, et s'est lancée à la poursuite des démons». Pour faire plaisir à Alain Besançon qui décidément n'aime pas le grand Fiodor, Vorotyntser trouve que chez l'auteur des *Démons* il y a plus d'épileptiques qu'il ne convient. Ses goûts littéraires sont plus classiques. Qu'importe, si le diagnostic sur le fond est partagé !

Le moins qu'on puisse dire est que l'analyse politique que Soljenitsyne fait de cette période n'est guère, elle, partagée par les commentateurs et les critiques. Deux pages du «Monde» ont même été consacrées à un véritable éreintage de *Novembre Seize*. C'est d'abord les admirations politiques de l'auteur que l'on conteste. Finalement, tout d'ailleurs se résu-merait à un procès pour antisémitisme. Je crois profondément ce procès plutôt injuste, même s'il y a lieu d'être insatisfait de la façon dont la question de l'attitude des juifs à cette époque et de l'hostilité à leur égard sont éludées. Il n'y a guère que le cher Soloviev pour avoir ouvert dans un pays traditionnellement antisémite un dialogue libérateur entre christianisme et judaïsme.

... et critique du tsar

Mais le souci de Soljenitsyne est d'abord de comprendre l'enchaînement des événements, ce qui éventuellement aurait pu le modifier. Y avait-il plus de lucidité chez les politiques libéraux que du côté de la Cour ? Les très longs comptes rendus quasi sténographiques qu'il nous donne des débats de la Douma ne nous en persuadent pas. Au contraire ! Il n'y a pourtant de sa part aucune tentative de charger ou de caricaturer des gens qu'il n'apprécie pas. Que l'on conteste ou non ses jugements, ils s'appuient sur des faits, sur des documents. Sa meilleure arme critique consiste à donner à la documentation historique une part qu'on n'attend généralement pas d'une œuvre littéraire. Il la pense nécessaire à ses jeunes compatriotes ignorants de leur proche passé.

Surtout, son talent est constamment aiguillonné par son désir de comprendre. Ce n'est pas la caricature qu'il lui faut, mais la vérité la plus intime des êtres, qu'ils s'appellent Nicolas II, Milioukov ou Lénine. Il n'y a aucune haine à l'égard de quiconque dans cette immense chronique. Il n'y a pas non plus de foi niaise en l'homme, de croyance au progrès et autres billevesées. Il y a simplement de l'amour pour les hommes dont la profondeur n'est jamais abolie, mais au contraire promue et cultivée. C'est évidemment sa foi chrétienne qui lui confère ce regard intérieur. La Grande Histoire qu'elle soit l'histoire-bataille, l'histoire politique, l'histoire-révolution est sans cesse ramenée à l'histoire des âmes. Et celle-là appartient à tous, les plus illustres et les plus humbles.

La finale du livre est d'une profondeur spirituelle admirable. Hors l'Histoire, hors la Révolution, qu'importe, si en définitive l'Histoire et la Révolution ne sont pas le souci du prochain, mais quelque dialectique abstraite au masque d'idole ! «En chacun de nous git un mystère plus grand que nous ne le supposons» dit le prêtre à sa pénitente au bord du désespoir. Et encore : «Il n'est pas en ce monde de plaies plus douloureuses que celles de la famille, c'est le cœur qu'elles mettent à vif». Tiens, la famille ! Cette belle idée réactionnaire... Qu'importe la Révolution si elle détruit la famille où se joue le plus joyeux et douloureux de l'homme ! Et le mot final qui résume toute une philosophie de l'histoire et une philosophie tout court : «Il est rare que l'on puisse décider : «Voilà, fais comme ceci, voilà, ne fais pas comme cela. Comment t'ordonner : «n'aime pas», quand le Christ a dit : il n'est rien de plus haut que l'amour. Et il n'en a excepté aucun».

Gérard LECLERC

Alexandre Soljenitsyne - *La roue rouge, deuxième nœud, NOVEMBRE SEIZE* - Fayard/Seuil, prix franco : 260 F.

Goulag

L'intention ne suffit pas

Autant l'écrire d'emblée, «Goulag», superproduction hollywoodienne à la gloire des héros américains, n'est pas un chef-d'œuvre et constitue par certains aspects un ratage complet.

Alors que l'intention de départ (dénoncer le totalitarisme et l'arbitraire de la justice soviétique) est louable en soi, le recours à des procédés chers à un certain cinéma américain qui fait sien l'adage selon lequel «plus c'est gros

D'abord captivant et agréable à regarder, le film sombre dans la dernière partie dans une invraisemblable comédie si grotesque que l'ennui s'installe. Les effets sont grossiers et par moments «Goulag» n'a plus rien à envier aux films de propagande



mieux ça passe», nuit à la crédibilité du récit.

Même l'histoire qui sert de fondement à la démonstration sent le déjà-vu. Un ancien champion américain d'athlétisme, engagé par une chaîne de télévision pour «couvrir» les jeux olympiques de Moscou est victime d'une machination destinée à dissuader les nombreux journalistes étrangers d'entrer en contact avec les dissidents. A la suite d'un semblant de procès, alors qu'on lui promet, s'il signe des aveux, de l'extrader vers les Etats-Unis, il est condamné à dix ans de camp pour espionnage. C'est l'occasion pour notre héros naïf de découvrir un monde dont il ne soupçonnait pas la cruauté. Dès lors, s'il veut survivre, une seule issue s'offre à lui : l'évasion.

anti-capitalistes primaires et malhonnêtes dont les dirigeants soviétiques sont friands.

A l'inverse de certains films réussis sur le nazisme, comme «Nuit et brouillard» ou plus près de nous «Heimat» et «Shoah», «Goulag» veut trop en dire et finit par perdre son sujet initial de vue. Il n'est pas étonnant que le film se transforme petit à petit en une réhabilitation du héros yankee cher à l'Amérique réaganienne. Le grand film sur le Goulag reste à faire.

P.L.R.

«Goulag», film de Roger Young avec Malcolm McDowell et David Keith.

Aventures

Si je t'oublie Constantinople

Le titre fait rêver. Pourtant, il ne s'agit ni de la Mosquée bleue, ni de la Corne d'Or. C'est la guerre qui est au cœur de ce recueil d'articles, écrits par l'un des plus grands reporters de notre siècle. Albert Londres, alors presque débutant, a suivi les armées alliées, de l'enfer des Dardanelles à Salonique, et aux cœurs de la Serbie. Guerre lointaine, aux épisodes généralement oubliés, qu'Albert Londres décrit dans leur immédiate vérité.

Qui a parcouru la presse de la grande guerre peut redouter des textes de propagande, et l'emphase propre à l'époque. Au contraire, le style est d'une éblouissante simplicité, les descriptions sont nettes et le climat exactement rendu. Albert Londres n'a évidemment rien du correspondant de guerre blasé et cynique; les souffrances ne sont pas seulement décrites mais partagées et les faits exposés s'inscrivent dans des analyses stratégiques et diplomatiques qui, malgré les contraintes de la censure, frappent aujourd'hui encore par leur pertinence. Voici le calvaire de la Serbie envahie de tous côtés, subjuguée, et finalement renaissante. Voici la retraite de son vieux roi sur les routes de l'Albanie, et l'angoisse des Français de Salonique, avant leur offensive victorieuse vers Monastir...

Qui ne s'intéresse ni à la première guerre mondiale ni à l'Europe balkanique lira cependant ce livre sans en sauter une ligne : grand journaliste, Albert Londres était aussi, surtout, un poète héroïque et tendre.

S.F.

A. Londres - Si je t'oublie Constantinople - 10/18, coll. Grands Reporters, prix franco : 43 F.

**aidez-nous
pour faire
connaître
Royaliste**

Histoire d'un autre amour

Du livre d'aventures, le nouveau roman d'Olivier Germain-Thomas possède tous les ingrédients. Il y a le Brésil, et dans les favelles une femme mystérieuse et belle qui se donne et s'échappe - la femme même. Il y a des révolutionnaires, des poursuites dans la forêt, le froid, la faim et la peur, une enfant enlevée et des personnages étranges qu'on rencontre sur les routes du monde - un russe blanc aux désirs troubles, un moine en rupture de couvent, une men-



dante inspirée... De quoi, somme toute, tisser une histoire distrayante.

Nul doute, cependant, que la véritable aventure est ailleurs. L'énigme n'est pas policière, le thème n'est pas politique, le mystère ne tient pas aux existences clandestines, ni même à l'atmosphère brésilienne. «L'amour est assez grand seigneur» est de toute évidence un livre religieux, mystique au sens vrai du terme. Ce qui est recherché, c'est le lien avec le divin, ce qui est cotoyé, c'est la présence de l'absolu, ce qui est en question, c'est la relation entre l'amour humain, dans l'extrême pointe du plaisir des corps, et l'autre amour, inaccessible.

Le titre dit bien qu'il s'agit d'une quête. Le seigneur est le dépositaire d'une autorité, donc celui qui indique le sens des choses. L'amour humain, d'une femme, d'un enfant, fait signe, montre la voie d'une participation possible. «Assez grand», il ne suffit pas à éclairer le chemin, qui doit être recherché dans les religions d'occident et d'orient, comme dans les chants et les danses sacrés du Brésil. Toute aventure vraie est philosophique - quête angoissée et périlleuse d'une sagesse.

Yves LANDEVENNEC

Olivier Germain-Thomas - L'amour est assez grand seigneur - Albin-Michel, prix franco : 95 F.

Notre presse Diffusez Royaliste !

Après l'interruption des vacances, nos lecteurs retrouvent leur journal dans une présentation modernisée et plus agréable à lire. Le souci qui nous a animé en effectuant ces transformations était double. D'abord satisfaire nos lecteurs habituels, en répondant à leurs critiques et leurs désirs plusieurs fois manifestés. Ensuite transformer «Royaliste» pour le rendre plus attractif, plus conquérant et nous permettre ainsi de toucher un public nouveau. C'est maintenant chose faite et le numéro que vous avez entre les mains en est la preuve.

Mais cette transformation serait vaine si elle ne s'accompagnait d'un effort intensif pour faire connaître notre journal. Bien sûr nous allons de notre côté procéder à des envois massifs d'exemplaires à toutes les personnes qui figurent déjà dans nos fichiers. Mais cela est insuffisant et ne touchera qu'imparfaitement le public important que constituent tous ceux qui ont plus ou moins entendu parler de nous sans nous connaître vraiment. C'est pourquoi nous faisons

appel à nos lecteurs pour qu'ils nous aident et participent activement à cette opération de propagande indispensable.

Les moyens de nous aider sont multiples mais nous souhaiterions privilégier trois d'entre eux :

1/ les ABONNEMENTS DE PROPAGANDE qui vous permettent de faire adresser, pendant trois mois, «Royaliste» à des personnes de votre connaissance. Une lettre leur sera envoyée pour les prévenir et, à l'issue des trois mois, nous leur demanderons s'ils acceptent de souscrire un abonnement normal.

2/ les ABONNEMENTS INVEN-DUS qui vous permettent de recevoir avec quinze jours de décalage, un certain nombre de numéros du journal que vous pouvez diffuser autour de vous.

3/ les MINITRACTS destinés à être mis dans les boîtes aux lettres de votre quartier. Ces minitracts comportent un bulletin réponse qui permet aux personnes intéressées de se faire connaître.

Yvan AUMONT

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES :

- Abonnements de propagande de trois mois. Nous adresser les noms et adresses des bénéficiaires, accompagnés du règlement (10 F par abonnement). Nous nous chargerons de tout le reste.
- Abonnements-invendus. Pour recevoir pendant une durée de six mois 5 ex. : 60 F - 10 ex. : 112 F.
- Mini-tracts : 700 ex. : franco 23 F - 1400 ex. franco : 36 F.

OFFRE SPÉCIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

Vous qui venez de découvrir ce journal pour la première fois, nous vous proposons de vous **informer plus complètement** en vous faisant une offre exceptionnelle **sans engagement de votre part**.

Nom/ Prénom/ Adresse :

désire recevoir sans engagement de ma part :

- Un abonnement d'essai de trois mois à «Royaliste»
- Un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris
- Un livre programme : «La révolution tranquille»
- Une brochure : «Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui ?»
- Une documentation complète sur la N.A.R. et ses publications

le tout (d'une valeur de 120 F) **pour 50 F seulement**.

Réglement à l'ordre de «Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
CCP 18 104 06 N Paris

Le nouveau livre de Bertrand Renouvin

Le 8 octobre prochain sortira en librairie le nouveau livre de Bertrand Renouvin. En avant-première, nous donnons ici une courte présentation de l'ouvrage. Jusqu'à sa sortie en librairie nos lecteurs peuvent bénéficier d'un prix spécial de souscription particulièrement avantageux. Profitez-en !

- Pourquoi les présidents successifs de la 5ème République sont-ils comparés à des monarques ?

- Comment se fait-il qu'en Europe de l'Ouest dix pays sur vingt vivent encore en régime monarchique ?

- Par quel mystère l'idée royaliste parvient-elle encore à séduire tant d'intellectuels et d'artistes contemporains ?

La République au roi dormant répond à cette triple question. L'idée monarchique est au cœur du débat actuel sur le pouvoir, mais de façon inconsciente ou cachée, d'où le titre de ce livre.

Puise aux meilleures sources, alimenté par un dialogue constant avec les intellectuels et les hommes politiques de toutes tendances, le livre de Bertrand Renouvin n'est ni une réflexion distanciée, ni un catéchisme militant. Mêlant l'histoire des idées, l'observation des systèmes politiques, les portraits et les souvenirs personnels -non sans quelques touches polémiques- ce livre s'adresse à tous ceux qui s'intéressent à la res publica et plus généralement au grand public qui découvrira, grâce à lui, ce qu'est le royalisme aujourd'hui.

BERTRAND RENOUVIN

La République au Roi dormant



HACHETTE

BON DE COMMANDE

à retourner à ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
CCP 18 104 06 N Paris

NOM / Prénom / Adresse :

.....

commande au prix spécial de souscription « La République au roi dormant »

☐ 1 ex. - franco 60 F au lieu de 88 F

☐ 3 ex. - franco 154 F au lieu de 244 F

☐ 5 ex. - franco 235 F au lieu de 400 F

La rentrée des décalés



Ca commence mal. Le mois d'août n'est pas terminé, on pense avoir encore quelques jours de paix, et puis ces affiches qui vous disent le contraire : «vivement demain» ! Qu'importe. Sans doute une marque d'automobile ou de bérets basques qui prépare sa campagne d'automne. Quelques jours plus tard, voici Chirac, avec contre lui un enfant ravi. Et ce message incroyable : «vivement la France».

La France. Nous avons cru la redécouvrir à l'occasion des vacances ou la retrouver après un voyage à l'étranger, familière et surprenante. Ce n'était qu'illusion. La France, c'est le RPR qui le dit, est absente d'elle-même, il n'y a qu'un trou, un vide, une béance dans quoi nous errons, éperdus, dépossédés. Par qui ? Lors du débat sur la rigueur, voici deux ans, on a parlé d'«Albanais» ; mais ils n'ont pas réussi à prendre le pouvoir. Longtemps aussi, l'ombre de Moscou a plané sur le pays. Mais les communistes ne sont plus au gouvernement et, devant le Bundestag, François Mitterrand n'évoquait en rien Kérinski. Alors ???

Je plaisante bien sûr. Jacques Chirac ne croit pas à ce que son message suggère. Il est simplement prisonnier de la logique propre à tout parti politique qui, au lieu de se contenter d'être l'expression d'une tradition parmi les autres, en vient immanquablement à se prendre pour le tout, à vouloir résumer et assumer l'ensemble du pays. Paradoxe insurmontable que la droite et la gauche, au moins identiques sur ce point, ne cessent de vivre et de revivre, sans parvenir à le surmonter. Innocente et perverse, l'affiche du RPR exprime ce décalage, entre la volonté totalisante d'un parti et la diversité politique qui entre dans la définition du pays. S'il n'y avait que le RPR ! Mais chaque famille politique, en cette pré-campagne électorale, vit dans une situation étrange, tant il y a de contra-

ditions entre le projet annoncé, l'action entreprise, et l'effort de séduction manifesté.

CONTRADICTIONS

Prenons les libéraux. L'image de jeunesse et d'ouverture qu'il tentent de donner d'eux-mêmes contraste singulièrement avec les provocations et les menaces de François Léotard lors de son passage en Nouvelle-Calédonie. Il y a tout juste un an, le thème de rentrée était la «décrispation» voulue par une nouvelle génération politique. Le décalage entre cette prétention louable et certainement sincère et le ton employé aujourd'hui est frappant. Il déconcerte aussi puisque nous observons depuis quelques mois une tendance profonde à l'apaisement, vérifiée par une intéressante étude de la SOFRES (voir page 2). Loin de s'en inspirer, pour se transformer enfin, le discours politique s'efforce de le masquer comme s'il n'y avait d'autre choix que la logique de l'exclusion et de la destruction de l'adversaire.

Prenons le Parti socialiste. Le voici qui annonce sa défaite avant d'avoir combattu, et sa situation prochaine d'opposant alors qu'il y a, après l'échéance de 1986, plusieurs scénarios possibles et pas nécessairement catastrophiques. C'est à croire que le Parti socialiste vit dans un autre monde, où il n'y aurait ni président de la République, ni chef de gouvernement, et où l'élection présidentielle de 1981 se serait faite par l'opération du Saint-Esprit socialiste, sans le concours d'aucune voix extérieure à lui.

J'allais oublier le Parti communiste. C'est qu'il n'est pas décalé, mais vit un interminable dérapage, hors du temps et de l'espace, dans le doux délire du front de classe et du gauchisme des années trente.

Enfin il y a Raymond Barre, si réaliste, si sûr de lui, si satisfait d'être en tête des sondages. Lui aussi se décale. Oh, pas sur le plan tactique assurément.

Lui qui n'a rien à proposer, et qui ne veut pas que cela se sache, a intérêt à emporter le tout en 1986. Mais c'est au mépris de la lettre et de l'esprit de la Constitution. Lui qui défend les prérogatives présidentielles nie en fait que le Président soit élu pour sept ans, ruine par là sa légitimité propre en la faisant dépendre d'élections d'une autre nature. Décalage entre l'héritage et l'héritier prétendu, entre la tactique du politicien et ce qu'il ferait s'il était élu, beaucoup plus grave que tous les autres puisqu'il menace de détruire les institutions actuelles. Heureusement, nous avons encore quelques mois pour mesurer le danger, et trouver la parade.

SYMBOLE

Et les royalistes dans tout cela ? Ne seraient-ils pas les super-décalés, débranchés pas essence, perdus dans d'historiques nostalgies ? J'ai consacré deux cent cinquante huit pages à démontrer la thèse contraire, que je suis bien incapable de résumer ici. Elles paraîtront sous peu. En attendant, vous pouvez lire la presse, et notamment l'entretien que Simone Veil a accordé au «Nouvel Observateur» (1). Interrogée sur nos tensions politiques, l'ancienne présidente de l'Assemblée européenne remarque en particulier que «notre tradition politique n'arrange rien : les Français ne sont pas vraiment rassemblés autour d'un symbole unitaire comme d'autres Européens peuvent l'être autour de la monarchie ou de leur constitution. Notre passé même récent a été déchiré par des crises idéologiques graves et notre mémoire collective est faite davantage de ce qui déchire la nation que de ce qui l'unit». Tel est bien le problème fondamental de notre pays. Si décalés que cela, les royalistes ?

Bertrand RENOUVIN

(1) numéro du 30 août 1985.